

**POLITIQUE DE GESTION DU
BUREAU DES DROITS ÉTUDIANTS
DU REMDUS**



remdus

Regroupement étudiant de maîtrise,
diplôme et doctorat de l'Université de Sherbrooke

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

PRÉAMBULE	1
TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	2
ARTICLE 1 - DÉFINITIONS	2
TITRE 2 - BUREAU DES DROITS ÉTUDIANTS	2
ARTICLE 2 - SERVICES	2
ARTICLE 3 - CONFIDENTIALITÉ ET GRATUITÉ	3
ARTICLE 4 - MODES INFORMELS	3
ARTICLE 5 - DOCUMENTS OFFICIELS DE L'UNIVERSITÉ	3
ARTICLE 6 - VALEURS	3
TITRE 3 - TRAITEMENT DES DEMANDES	4
ARTICLE 7 - PERSONNE DEMANDERESSE	4
ARTICLE 8 - OBJET DE LA DEMANDE	4
ARTICLE 9 - OUVERTURE DE DOSSIER	4
ARTICLE 10 - FERMETURE DE DOSSIER OU REFUS D'INTERVENTION	4
TITRE 4 - DISPOSITIONS RÉSIDUELLES	5
ARTICLE 11 - PROCESSUS DE MODIFICATION DE LA <i>POLITIQUE</i>	5
ARTICLE 12 - ENTRÉE EN VIGUEUR	5

PRÉAMBULE

La présente *Politique de gestion du Bureau des droits étudiants* a pour but d'assurer un service confidentiel et équitable des demandes des membres du REMDUS au Bureau des droits étudiants.

TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

- 1.1** Dans la présente *Politique*, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants signifient :
- 1.2** **Bureau des droits étudiants** : Bureau des droits étudiants du REMDUS (ci-après « BDE »).
- 1.3** **Comité de direction** : Le Comité de direction du REMDUS (ci-après « CD »).
- 1.4** **Membre** : Membre du REMDUS tel que défini dans les *Règlements généraux* du REMDUS.
- 1.5** **Personnes responsables** : Les personnes responsables du BDE sont la Direction aux affaires académiques, et la personne conseillère juridique du REMDUS. En cas de vacance au poste à la Direction aux affaires académiques, le CD délègue ses tâches à un autre membre du CD.
- 1.6** **Université** : Université de Sherbrooke (ci-après « Université »).

TITRE 2 - BUREAU DES DROITS ÉTUDIANTS

ARTICLE 2 - SERVICES

- 2.1** Le BDE est un service individualisé qui a pour mission la promotion et la défense des droits étudiants au sein de l'Université.
- 2.2** Le BDE fournit les services suivants:
- a) Des informations quant aux droits et aux responsabilités des membres au sein de l'Université;
 - b) Des conseils quant aux démarches à entreprendre au sein de l'Université;
 - c) Un accompagnement lors d'une rencontre avec une personne préposée de l'Université;
 - d) Un accompagnement devant les instances facultaires ou universitaires.
- 2.3** Les services du BDE peuvent exceptionnellement être interrompus sans préavis. Les personnes responsables du BDE doivent en informer les membres du CD dans un délai raisonnable.

ARTICLE 3 - CONFIDENTIALITÉ ET GRATUITÉ

- 3.1** Les services du BDE sont confidentiels et gratuits.
- 3.2** Seules les personnes responsables du BDE et la Direction générale peuvent accéder aux dossiers du BDE.

ARTICLE 4 - MODES INFORMELS

- 4.1** Le BDE favorise les modes informels de règlement des différends ainsi que la saine communication entre les différents acteurs dans toute situation.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS OFFICIELS DE L'UNIVERSITÉ

- 5.1** Le BDE travaille uniquement avec les règlements, les politiques et les directives officiels de l'Université, des facultés, des centres universitaires de formation, des départements et des programmes d'études.

ARTICLE 6 - VALEURS

- 6.1** Le BDE agit sous la base de la valeur de l'autonomie :
- a) Les membres sont maîtres de leur dossier et agissent en leur nom devant les préposés de l'Université ainsi que les instances facultaires et universitaires, sauf en cas de représentation devant le Comité de discipline;
 - b) Suivant les conseils qu'il donne, le BDE laisse aux membres le choix de la démarche privilégiée.
- 6.2** Le BDE agit sous la base de la valeur de la transparence :
- a) Le BDE agit en toute honnêteté et franchise avec les membres quant aux droits qu'ils peuvent faire valoir et aux responsabilités qui leur incombent;
 - b) Les membres doivent agir en toute honnêteté et franchise avec le BDE et ne doivent pas tenter d'éluder des faits.
- 6.3** Le BDE agit sous la base de la valeur de la diligence :
- a) Le BDE s'engage à agir avec promptitude et efficacité dans le traitement des dossiers des membres;
 - b) Les membres doivent être consciencieux dans le traitement de leur dossier.
- 6.4** Le BDE agit sous la base de la valeur de la confidentialité :
- a) Le BDE assure que toute l'information que les membres lui transmettent sera traitée avec discrétion et confidentialité;
 - b) Le BDE n'intervient pas auprès des différentes instances universitaires ou facultaires sans avoir obtenu le consentement express du membre.

TITRE 3 - TRAITEMENT DES DEMANDES

ARTICLE 7 - PERSONNE DEMANDERESSE

- 7.1** Les personnes pouvant déposer une demande en vertu de la présente *Politique* sont :
- a) Les membres du REMDUS;
 - b) Les personnes qui étaient membres du REMDUS lors des événements qui ont mené à la demande;
 - c) Les personnes admises à un programme d'études de cycles supérieurs participant au REMDUS n'ayant pas débuté leur programme;
 - d) Les personnes dont la demande d'admission a été refusée à un programme d'études de cycles supérieurs participant au REMDUS;
 - e) Les personnes admises à un échange étudiant international dans un programme d'études de cycles supérieurs participant au REMDUS.
 - f) Les personnes qui répondent aux critères énoncés à l'article 7.2.
- 7.2** Les personnes qui font partie d'un programme qui ne participe pas au REMDUS, mais qui ont reçu une confirmation selon laquelle leur programme est en cours d'inclusion au cours de la prochaine année, peuvent faire appel au Bureau des droits étudiants. Pour ce faire, il leur faut communiquer avec la direction aux finances et services, à l'adresse services@remdus.qc.ca et payer les frais inhérents de cotisation et de services. Une fois le paiement effectué, les services du Bureau des droits étudiants leur sont accessibles.

ARTICLE 8 - OBJET DE LA DEMANDE

- 8.1** Les demandes doivent porter sur les droits et les responsabilités des membres en lien avec leur parcours académique à l'Université.

ARTICLE 9 - OUVERTURE DE DOSSIER

- 9.1** Pour ouvrir un dossier, les personnes demanderesse doivent :
- a) Compléter le formulaire de demande d'ouverture de dossier;
 - b) Fournir les motifs au soutien de leur demande;
 - c) Fournir les pièces justificatives au soutien de leur demande.

ARTICLE 10 - FERMETURE DE DOSSIER OU REFUS D'INTERVENTION

- 10.1** Le BDE se réserve le droit de de refuser d'intervenir ou de procéder à la fermeture d'un dossier ou notamment lorsque :
- a) La demande est futile, abusive, de mauvaise foi ou empreinte d'intentions malveillantes ;

- b) Le membre a déjà un dossier avec l'Ombudsman ou avec l'Équipe conseil en matière de respect des personnes de l'Université de Sherbrooke portant sur les faits sur lesquels la demande est fondée ;
- c) La demande est liée à un conflit avec un autre membre du REMDUS, sauf si ce conflit est lié aux fonctions d'employé de l'Université de Sherbrooke de ce membre, notamment comme auxiliaire de recherche ou de chargé de cours ;
- d) Le membre a déjà exercé ou exerce un recours devant une cour de justice ou un tribunal administratif ou un organisme ayant un pouvoir d'enquête portant sur les faits sur lesquels la demande est fondée ;
- e) La demande porte sur une question d'application ou d'interprétation d'une convention collective ou d'un protocole de travail ou sur une question touchant aux droits à la représentation d'une personne salariée représentée par une association syndicale ou un syndicat accrédité ;
- f) Il y a perte du lien de confiance entre le BDE et le membre;
- g) Le membre a tenté de tromper le BDE;
- h) Le membre ne collabore pas avec le BDE;
- i) Le membre agit sans tenir compte des recommandations du BDE;
- j) Le membre ne donne plus de nouvelles au BDE
- k) Le membre a épuisé ses recours au sein de l'Université;
- l) Le membre n'a pas donné suite au courriel de suivi du BDE dans un délai de 30 jours.

TITRE 4 - DISPOSITIONS RÉSIDUELLES

ARTICLE 11 - PROCESSUS DE MODIFICATION DE LA *POLITIQUE*

11.1 Le Conseil d'administration peut modifier la présente *Politique*.

ARTICLE 12 - ENTRÉE EN VIGUEUR

12.1 La présente *Politique* entre en vigueur le 12 mai 2020.